

# Étude des disparités régionales en matière de chômage

Ces dix dernières années, plus d'une douzaine d'études se sont penchées sur les différences du chômage d'une région linguistique à l'autre, mais elles portaient presque toutes sur des aspects isolés; il manquait une vue d'ensemble. Même si le problème ne fait pas les grands titres des médias, de nombreux citoyens et citoyennes s'intéressent vivement aux raisons de ces différences. Ceux qui manifestent le plus d'intérêt sont, cependant, les services chargés de l'application de la loi sur l'assurance-chômage et les responsables politiques. C'est suite à l'intervention d'un grand canton romand que deux études ont été mandatées. Elles font l'objet du présent dossier sur les disparités régionales en matière de chômage.



**Werner Aeberhardt**  
Chef du service Analyse  
du marché de l'emploi  
et politique sociale,  
Secrétariat d'État à  
l'économie SECO, Berne

Ces deux études ont été mises au concours internationalement au printemps 2005, sous le titre provisoire de «Solidité des disparités régionales dans l'évolution et le niveau du taux de chômage», puis attribuées à l'automne 2005. Il était prévu que le projet serait bouclé à fin 2006, délai qui n'a pu être entièrement respecté à cause de la difficulté de se procurer les données et de la nouveauté de l'approche. On ne pouvait non plus prévoir les révisions et compléments qui seraient nécessaires. Les versions définitives sont, désormais, prêtes.

## Buts et méthode

Les offres soumises devaient répondre aux conditions suivantes:

- 1° Fournir un état des lieux fondé scientifiquement et couvrant l'ensemble du territoire. Ne pas s'en tenir uniquement aux régions suisses, mais oser jeter un coup d'œil par-dessus les frontières pour pouvoir mieux distinguer les facteurs explicatifs «culturels» des facteurs «institutionnels».
- 2° Tenir compte non seulement des grandes divisions géographiques habituelles (comme canton et région linguistique), mais aussi des données microgéographiques. Examiner à ce propos si la division grossière pratiquée jusqu'ici affecte – et dans quelle mesure – les résultats.
- 3° Expliquer les différences régionales, en mettant l'accent sur les facteurs institutionnels (donc modulables) et structurels (non modulables). Mesurer surtout, si possible, les effets des différences culturelles (non modulables).
- 4° Une importance particulière était attachée à la diversité des méthodes, afin que des résultats semblables, d'une étude à l'autre, puissent être qualifiés de «solides», c'est-à-dire ne pas trop dépendre de la méthode retenue.

Sur les offres reçues, un groupe de travail formé de collaborateurs du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) en a choisi deux qui se complétaient de manière idéale.

D'abord «Analyse des différences régionales de chômage» de l'université de Genève: il s'agit de l'étude la plus vaste, qui comprend un état

des lieux complet et une détermination des effets. À partir d'une évaluation de l'état actuel et d'une mesure des inégalités, elle opère avec une modélisation socioéconomique au niveau communal. L'étude est complétée par une analyse des différences de durée du chômage.

Ensuite, «Regionale Disparitäten in der Arbeitslosigkeit: Kulturelle Grenzen und Landesgrenzen» de l'université de Zurich (IEW): cette étude est un peu plus spécialisée, mais va plus loin que celle de Genève. Elle met un accent particulier sur l'articulation des régions et jette un coup d'œil au-delà des frontières.

## Résultat: des attentes plus que remplies

Dès l'attribution des études, on avait une vision concrète des résultats que l'on pouvait réellement espérer. Un des problèmes fondamentaux de telles études est, en effet, l'impossibilité de tenir compte de tous les facteurs qui pourraient être importants, ce qui laisse inexplicée une partie relativement grande des différences en matière de chômage. Il n'est guère possible de déterminer empiriquement si ces différences restantes – par exemple celles qui suivent la frontière des langues – reposent, au bout du compte, sur des obstacles «objectifs» à la mobilité ou sur des «mentalités» différentes. Étant donné ces difficultés, les espoirs devaient être réalistes. On n'attendait pas de réponses définitives, mais des indications fortes et consolidées sur les éventuels déterminants des différences régionales en matière de chômage.

Un coup d'œil aux résultats montre que la patience a payé. Les études présentent un tableau désormais complet de la situation et des indices explicatifs solides. Les résultats détaillés sont présentés dans les articles correspondants. Ils constitueront un outil de travail important pour le monde politique. ■